



Déclaration CGT au CSA du 24 septembre 2026

Monsieur le Directeur,

Ces crises racontent une même histoire : celle d'un monde où l'on a laissé les marchés décider. Depuis près d'un demi-siècle, une même idée s'est imposée : le marché serait plus efficace que la puissance publique, la concurrence plus vertueuse que la coopération, la rentabilité de court terme plus rationnelle que l'investissement de long terme. Il fallait déréguler, privatiser, ouvrir à la concurrence, réduire les prélèvements, flexibiliser le travail, limiter l'intervention de l'État, supprimer des services publics et débrider le pouvoir des seigneurs de la financiarisation de l'économie et de leur cour.

Le laisser-faire est devenu une doctrine de gouvernement. Ses instigateurs promettaient davantage de prospérité, plus d'efficacité, une richesse qui finirait par profiter à tous. Le résultat est sous nos yeux. Sans appel.

Une crise climatique, sociale et démocratique qui percute nos vies. C'est le prix exorbitant du cumul des richesses pour les plus fortunés, mais pour les travailleuses et travailleurs, c'est le cumul des reculs. Quand le train disparaît ou que son prix le rend inaccessible, que les réseaux de bus deviennent inopérants, les routes vieillissantes et que le gazole atteint 2,35 € le litre début septembre 2026... Pour des millions de salariés, pas de voiture, c'est pas d'emploi, pas de train, c'est pas de formation. Sans transports publics dignes de ce nom, des territoires entiers sont assignés à résidence. C'est un véritable confinement social et économique.

Pendant que les fonctionnaires comptent les centimes à la pompe, Total Energies compte les milliards. Les responsables politiques qui ont organisé les privatisations et abandonné notre souveraineté énergétique viennent aujourd'hui jouer les pompiers après avoir allumé l'incendie. Et pourtant, rien ne change. Nous avons perdu 30 % de pouvoir d'achat depuis 2000 alors que les dividendes battent des records. Les mêmes renoncent à partir en vacances, plus nombreux.euses chaque année, parce que les prix des transports, de l'énergie ou de l'hébergement explosent. Les mêmes renoncent à des soins, reportent un projet immobilier, aident leurs enfants plus longtemps qu'ils ne l'avaient imaginé. Les mêmes travaillent toujours davantage sans avoir le sentiment d'avancer.

Le paradoxe est immense. Jamais notre économie n'a eu autant besoin de fonctionnaires qualifiés, d'expertise, de recherche, d'ingénierie, de soin, de transmission des savoirs... et jamais celles et ceux qui les mettent au service de la société n'ont eu autant le sentiment d'être empêchés de vivre.

Jamais les richesses produites n'ont été aussi importantes. Les patrimoines les plus élevés progressent plus vite que le travail. Les grandes entreprises consacrent des dizaines de milliards à rémunérer leurs actionnaires quand les hôpitaux, la justice, l'école ou les transports publics subissent chaque année de nouvelles coupes budgétaires.

Le laisser-faire n'a pas seulement déplacé les richesses. Il a déplacé les risques et organise l'austérité comme notre dépendance aux marchés financiers ; ceux-là mêmes qui transforment la France en supermarché des profits et de la spéculation. La commission d'enquête parlementaire sur la prédation des capacités productives françaises par les fonds spéculatifs livre un constat sans équivoque sur leurs activités dans le pays en pointant le rôle central de la Banque Publique d'Investissement dans la mise en coupe réglée de notre économie.

Il est temps de rendre à la Nation ce qui a été livré aux intérêts financiers et de reprendre le contrôle de ces biens stratégiques confisqués par la finance. Reparler de nationalisation, ce n'est pas regarder dans le rétroviseur : c'est reprendre souverainement la main sur notre avenir.

Sous l'injonction des marchés, le travail a été considéré comme une variable d'ajustement. Il fallait en réduire le coût, accroître sa flexibilité, individualiser les rémunérations, mettre les salariés en concurrence et supprimer des services publics. Les crises de cet été révèlent une autre évidence : aucune transition ne se fera sans celles et ceux qui travaillent. Car on ne transformera pas l'économie contre le travail. On la transformera avec celles et ceux qui la font vivre chaque jour. C'est une question de reconnaissance, de qualifications, de pouvoir d'agir, de démocratie dans la fonction publique, de capacité à exercer son métier dans de bonnes conditions et définir à la fin ce à quoi sert notre travail.

Le travail n'est pas un coût à réduire ; c'est la première infrastructure du pays. Celle qui concrétise tous les investissements dont la portée ne se mesure pas en résultats financiers. Santé, Éducation, Services Publics, Recherche...

Cette donnée républicaine, inclassable dans le monde des données, est essentielle à l'heure de l'intelligence artificielle. L'IA nous pose exactement la même question que la financiarisation hier : qui décide et pour organiser quoi ?

Utilisée pour réduire le travail à une succession de tâches standardisées, accélérer les cadences ou remplacer systématiquement l'expertise humaine, elle prolongera le laisser-faire qui fragilise déjà le travail. Mise au service des qualifications, de la coopération, de la prévention des risques, de la recherche, du soin ou de la transition écologique, elle peut au contraire libérer du

temps, enrichir les métiers et renforcer la capacité de création des collectifs de travail. L'enjeu est donc de décider démocratiquement de ce que nous voulons en faire.

Pour conclure, le syndicalisme est la réponse. C'est l'antidote à la résignation. Nos revendications sont :

- Réflexion sur la place de l'IA dans notre administration,
- Augmentation immédiate de la valeur du point d'au moins 10%
- Indexation du point sur l'inflation
- Plan de rattrapage des pertes antérieures
- Intégration des primes dans l'indiciaire
- Égalité salariale femmes / hommes
- Abrogation du jour de carence et indemnisation des congés maladie à 100%
- Retraite à 60 ans et réduction du temps de travail à 32 heures

Merci